



Le 25 juin 2013

## LETTRE OUVERTE

### **ECVF s'indigne des propos insultants et sexistes tenus à l'encontre de conseillères municipales de Barbâtre (Île de Noirmoutier)**

Dans un tract intitulé « l'Impartial, le mensuel des contribuables avisés », l'auteur qui s'abrite derrière le nom d'une liste de campagne « Barbâtre pour tous », s'autorise à tenir des propos gravement injurieux à l'encontre de conseillères municipales : « La démagogie comme seul argument électoral nous a conduit à mettre en place une démocratie mafieuse, où **le maître (et ce n'est pas une faute de frappe) règne sur son harem d'adjointes asservies volontaires** ».

Ce tract a été distribué en mai 2013 dans les boîtes aux lettres des habitant/es de Barbâtre, en réaction à des élections complémentaires qui, faisant suite à une série de démissions de conseillers municipaux, ont désigné un nouveau conseil municipal et un nouveau maire en décembre 2012.

Les trois nouvelles conseillères municipales, adjointes au maire de Barbâtre, directement visées par ces propos - Mme Fromentin, Mme Gasnier et Mme Richard - ont déposé plainte le 3 juin, pour « **diffusion de propos dégradants et sexistes vis-à-vis de femmes exerçant une charge publique d'élus/es au sein de la commune** ».

Ces propos, qui présentent un honteux amalgame sexiste et xénophobe, sont d'autant plus inadmissibles qu'ils seraient le fait d'élus en fonction, qui ont cependant, de par leur mandat, le devoir de respecter la loi et les citoyens et citoyennes.

Association d'élus/es engagé/es dans la lutte contre les violences faites aux femmes, ECVF s'indigne des propos dégradants, injurieux et machistes tenus à l'encontre de ces élues, et soutient avec conviction Mesdames Fromentin, Gasnier et Richard dans leur combat.

**Geneviève COURAUD**  
Présidente d'ECVF

**ECVF – Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes**

Tour Mantoue – 9, villa d'Este 75013 Paris

Tel : 01 44 24 54 80

Fax : 09 58 94 54 80

Courriel: [contact@ecvf.fr](mailto:contact@ecvf.fr) – Site : <http://ecvf.fr>

Organisme de formation pour élus/es, agréé par décisions ministérielles depuis février 2009